

Le conflit à Aceh : obstacle majeur à la mise en œuvre des secours.

28 janvier

Le tsunami, qui a ravagé le Nord de l'île de Sumatra le 26 décembre 2004, a ouvert au monde de la région d'Aceh, complètement fermée depuis deux ans à toute présence étrangère pour cause de conflit entre l'armée et le Mouvement pour un Aceh Libre, appelé aussi GAM (de l'indonésien Gerakan Aceh Merdeka). Ce mouvement autonomiste a démarré ses activités en 1976, et le conflit qui l'oppose à l'armée aurait fait 12 000 morts (dont 2400 depuis 2003), dont de nombreux civils d'après des associations de défense des droits de l'homme.

En 1999, le Président Wahid avait enclenché un «processus politique» en concédant un statut d'autonomie élargie à la province¹, mais l'hostilité des généraux et la captation de la nouvelle chambre régionale par les élites urbaines corrompues ont vite fait capoter l'initiative. Finalement, ce statut a été voté par le Parlement indonésien en 2001 mais n'a jamais été appliqué du fait des violents combats qui ont opposé le GAM à l'armée jusqu'en 2004.

En dépit des secours qui s'organisent après le tsunami, le conflit se poursuit et pourrait représenter un obstacle majeur à la mise en œuvre des secours. L'étude des acteurs en présence (I et II) nous amènera à voir en quoi la position dominante de l'armée est critiquée, et expliquera pourquoi la société civile émet des réserves sur le rôle de l'armée dans la reconstruction (III).

I. Les principaux acteurs institutionnels ou étrangers

1. Le gouvernement

Le gouvernement a été nouvellement élu en septembre 2004, avec à sa tête le Général Susilo Bambang Yudhoyono, un ancien ministre de la Sécurité de Megawati, qui a fait notamment campagne sur le rétablissement de la paix dans la province séparatiste d'Aceh.

Toutefois, l'état d'urgence en vigueur², qui autorise la suppression de nombreuses libertés civiles, a été prolongé dès novembre 2004.

L'enjeu aujourd'hui pour le gouvernement semble être le règlement du conflit avec le GAM, et l'espoir d'améliorer l'image de son armée.

- Néanmoins, par deux fois, le gouvernement a contredit ses militaires : lorsque ces derniers ont affirmé que les rebelles «infiltraient» les camps de réfugiés et lorsqu'ils ont accusé le GAM d'avoir ouvert le feu à proximité du camp des Nations unies à Bandah Aceh.

- Pour satisfaire l'Armée, le gouvernement indonésien a demandé vers le 10 janvier aux armées étrangères présentes à Aceh de quitter les lieux dans les trois mois suivant le raz-de-marée, soit le 26 mars.

- Jakarta est cependant revenu sur ces déclarations, précisant qu'il ne s'agissait que d'un «repère» pour le gouvernement indonésien.

- Le gouvernement dit actuellement vouloir discuter avec les rebelles d'Aceh pour une paix durable.

¹ Ce statut prévoyait outre l'application de la loi islamique, que 70 % des revenus du gaz et du pétrole et 80 % de l'ensemble des revenus de l'agriculture et des pêches reviennent à la province.

² L'Etat d'urgence civil a été instauré en mai 2004 à la place de la loi martiale en vigueur depuis avril 2003.

- Dans le même temps, le Président indonésien plaide pour un renforcement des moyens et de l'équipement de l'armée, qui feraient défaut pour relever le défi du tsunami.
- Selon le gouvernement, l'indépendance de la province est exclue, mais sont plutôt envisagées des concessions sur l'autonomie, l'amnistie et la réinsertion des anciens combattants.

Le gouvernement se montre de toute évidence confus sur la position à tenir vis-à-vis de son armée et du conflit à Aceh. Il est dépourvu de politique lisible (malgré les promesses faites par le Président), vraisemblablement en raison des pressions de l'armée, institution centrale en Indonésie.

2. L'armée indonésienne

L'armée indonésienne est très présente à Aceh, du fait de ce conflit qui dure depuis 29 ans. Son objectif consiste à maintenir sa position dominante dans cette région, qu'elle considère comme sa chasse-gardée.

Notons que les militaires se seraient beaucoup enrichis pendant ces années de présence, en particulier grâce au commerce illégal du bois et de la drogue, à la prostitution et aux lourds pots de vin perçus, notamment pour assurer la «sécurité» des compagnies multinationales.

Le général Endriartono Sutarto, chef d'état-major, a indiqué que les forces armées indonésiennes avaient augmenté leur présence de 39 000 à presque 45 000 hommes, un mois après le tsunami. Les deux tiers de ces effectifs iraient dans des opérations humanitaires, contre un tiers dans des opérations de sécurité. L'idée pour l'armée est de marquer le terrain, surtout face à l'arrivée en force de l'aide internationale.

Le 23 janvier, le général Sutarto a affirmé que les forces indonésiennes avaient cessé leurs attaques contre les rebelles³ afin que le gouvernement puisse discuter de la paix. Mais depuis le tsunami, des informations contradictoires sont venues de la province, les deux parties annonçant des trêves puis s'accusant mutuellement de non-respect des cessez-le-feu.

L'organisation non gouvernementale CMI (*Crisis Management Initiative*), spécialisée dans le règlement des conflits et présidée par l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari (1994-2000), indique être "engagée dans des préparations pour rétablir le dialogue entre le gouvernement de l'Indonésie et le GAM". Ces pourparlers prévus à Helsinki à partir du 28 janvier sont d'abord destinés à formaliser un cessez-le-feu décrété unilatéralement par les deux parties après le 26 décembre.

3. Les intérêts commerciaux étrangers

Depuis le début de la guerre froide, les Etats-Unis, entre autres puissances étrangères, n'ont jamais perdu l'idée de «*l'importance stratégique majeure*» que représente l'Indonésie, ce pays-archipel qui contrôle les voies de passages entre l'Océan indien et

³ Depuis le 26 décembre, l'armée a annoncé avoir tué 120 rebelles indépendantistes au cours des deux dernières semaines.

le Pacifique⁴. La pointe Nord de Sumatra non seulement est l'une de ces voies de passage, mais elle recèle aussi des richesses naturelles très convoitées : pétrole et gaz.

Les multinationales présentes en Indonésie, à l'exemple d'Exxon Mobil, Newmont et Unocal se sont mobilisées après le tsunami pour apporter de l'aide à la province d'Aceh. Toutefois, une entreprise comme Exxon Mobil aurait joué à Aceh un rôle déstabilisant sans précédent, en se servant de l'armée pour protéger ses intérêts. La compagnie fait l'objet à ce jour d'une poursuite civile aux États-Unis, déposée en juillet 2001 par l'organisation non gouvernementale *International Labor Rights Fund* (ILRF), au nom de 11 plaignants anonymes. Ceux-ci accusent l'entreprise d'être complice des atrocités commises par les militaires indonésiens «embauchés» pour assurer la sécurité des installations d'Exxon Mobil. Les militaires auraient utilisé les ressources et installations de la compagnie pour perpétrer des meurtres, torturer et enlever des villageois.

4. Les islamistes

L'islam modéré est majoritairement pratiqué dans la province d'Aceh. Pourtant, des groupes islamistes radicaux tentent de gagner du terrain. Ces courants extrémistes tels que le Front des Défenseurs de l'Islam ou le Majlis Mujahidin Indonesia⁵ (MMI), se sentent encouragés par l'adoption récente de la loi islamique (la Charia) en 2001 à Aceh, événement unique en son genre en Indonésie. En fait, la Charia est appliquée seulement pour certains droits spécifiques qui concernent la famille et l'héritage (il n'est pas appliqué pour les affaires pénales). Les extrémistes, quant à eux, y voient une invitation au prosélytisme et sont représentés à Aceh par des émissaires actifs, qui «se servent» du contexte actuel pour mieux s'implanter.

Ces groupes extrémistes ont déclenché des rumeurs sur l'aide internationale occidentale l'accusant de camoufler des intentions de christianisation, ce qui entraîne un climat de suspicion relayé par certains médias indonésiens. La question religieuse est sensible en Indonésie, et la conférence épiscopale indonésienne, comme le Président indonésien lui-même, ont été contraints de faire des déclarations officielles dans le sens d'un apaisement.

Souvent dépeint par les services de renseignement indonésiens comme un appendice d'al-Qaïda, le GAM n'a rien à voir avec les mouvances salafistes-djihadistes. Il revendique la restauration d'un sultanat dans lequel les oulémas n'auraient pas de rôle politique prééminent.

Depuis l'utilisation par l'armée indonésienne de milices islamistes à Timor, la crainte existe de voir se répéter le même phénomène à Aceh. La violence terroriste des groupes islamistes pourrait en effet servir à justifier le conflit et la présence de l'armée dans la province.

II. La population locale acihaise et le GAM

⁴ Avec les détroits de Malacca, de la Sonde, de Makassar, de Lombok, et de Bali, autant de détroits qui voient passer les super tankers reliant les pays du Golf persique au Japon, et surtout les navires allant et venant de la côte Ouest des États-Unis.

⁵ Le MMI a été dirigé par le leader du mouvement Jemaah Islamiah (le pendant d'al Quaid en Asie), Abu Bakar Ba'asyir, aujourd'hui en procès pour son rôle présumé dans l'attentat de Bali en 2003.

Jusqu'en 2004, la population locale acihaise était réfractaire au pouvoir central pour 3 raisons⁶ :

1. Violence de l'armée et sentiment d'occupation

La façon dont Jakarta a agi pour mettre un terme à un mouvement séparatiste certes actif, mais jouissant somme tout d'une très faible audience, a entraîné un rejet fort de l'armée par les populations. L'envoi de l'armée a été jugé inadmissible. Ce sentiment d'occupation n'a pu que se renforcer avec la mise en application de lois d'exception – Aceh ayant été déclaré pendant dix ans Zone d'Intervention Militaire – et le comportement de cette armée, ou du moins de certains de ses membres, qui a fait montre d'une grande brutalité, et a impunément commis des exactions de toutes sortes, comme en pays conquis.

2. La région d'Aceh reste largement sous-développée...

...en raison de la politique du pouvoir central qui privilégie systématiquement le développement de Java et favorise l'élite de Jakarta. Avant le tsunami, plus de 40% de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Cette inégalité dans la répartition des richesses est jugée d'autant plus inacceptable que l'une des plus grandes sources de revenus de l'Etat indonésien, la réserve de gaz naturel, se trouve précisément à Aceh.

3. L'appartenance religieuse

La troisième cause d'insatisfaction, sans doute moins largement partagée dans la population que les deux précédentes, est le frein que met la constitution indonésienne laïque à l'établissement d'une véritable société musulmane. Cette certitude des Acihais d'être «plus musulmans» que les autres n'est pas nouvelle, et viendrait de la prétendue antériorité de l'adoption de cette religion par les populations du Nord de Sumatra.

4. Une réponse en guise de stratégie de sécession : le GAM

Les trois arguments ci-dessus ont amené certains Acihais à être tentés par une stratégie de sécession, ou tout au moins, de très large autonomie, supposée résoudre les problèmes de la province, et ceci avec d'autant moins d'hésitation que cette option paraît économiquement viable, grâce à la présence d'hydrocarbures. La rébellion du GAM incarne cette aspiration depuis 1976, mais rencontre un échos somme toute relatif parmi la population.

III. La militarisation de l'aide en question

Dès le lendemain du tsunami, l'Indonésie a reçu une aide logistique et matérielle de la part de nombreuses armées étrangères (1307 soldats déployés on shore par les Etats Unis, l'Australie, la Malaisie et Singapour notamment), des Nations unies et d'une cinquantaine d'organisations privées d'aide humanitaire (1125 travailleurs humanitaires étrangers). Selon les Nations unies, il faudra compter au minimum une année avant de parvenir à mettre à l'abri de la faim et de la maladie la population acihaise.

⁶ Guillot (Cl.), *Aceh et les lectures de l'histoire*, *Archipel* 64, Paris, 2002, pp. 181-198

La violence du conflit qui a opposé jusqu'à présent le GAM et l'armée (déplacement forcé de populations, rafles dans les villages, tortures, viols) n'a jamais empêché la communauté internationale de faire preuve d'une étonnante clémence vis-à-vis de l'armée indonésienne. L'urgence de la «lutte antiterroriste» éclipsait sans doute la question du respect des droits, dans l'espoir de priver les réseaux terroristes transnationaux de l'une de leurs bases arrières potentielles.

L'armée indonésienne, du fait de sa présence et de sa logistique supposée, a été promue immédiatement coordinateur de l'aide internationale après le tsunami.

Selon la société civile internationale, l'armée apparaît toutefois aujourd'hui comme l'acteur le moins approprié pour répondre aux besoins des populations en matière de reconstruction pour plusieurs raisons :

- Les violations des droits de l'homme dont elle s'est rendue responsable, fait qu'elle connaît un déficit de confiance profond parmi la société civile acihaise.
- La poursuite des activités militaires en dépit de la proposition d'un cessez-le-feu par le GAM fait douter de sa volonté de trouver un règlement rapide au conflit qui l'oppose aux rebelles.
- Les restrictions imposées aux mouvements des humanitaires civils et aux armées étrangères laissent à croire que l'armée ne considère pas l'acheminement de l'aide comme une priorité. Les Organisations non gouvernementales doivent demander une autorisation spéciale, ainsi qu'une escorte militaire, pour sortir des deux villes de Bandah Aceh et Meulaboh.
- L'armée indonésienne tolère de moins en moins la présence de la presse étrangère. D'après un communiqué de *Reporters sans frontières*⁷, une demi-douzaine de journalistes a été brièvement interpellée ou priée de quitter la province, et les autorités ont établi de nouvelles règles qui limitent le travail de la presse.
- Enfin, en l'absence de levée de l'état d'urgence civil, le fait que l'armée mène de front deux activités (les opérations humanitaires et sécuritaires) met en doute l'impartialité dans la distribution de l'aide humanitaire.

⁷ 27 janvier 2005